

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellules Risques Anthropiques
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2023

Contexte et constats

Publié sur



AUCHAN HYPERMARCHÉS LOGISTIQUE

ZI de Saint-Césaire
1608, avenue Joliot Curie
30 900 NÎMES

Références : SC/2023-08-523
Code AIOT : 0006600628

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2023 dans l'établissement AUCHAN HYPERMARCHÉS LOGISTIQUE implanté Zone Industrielle de Saint-Césaire, 1608 avenue Joliot Curie sur la commune de Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée suite à la réception le 21 juillet 2023 de l'étude des flux thermiques mettant à jour les scénarios d'incendie de l'entrepôt Nîmes 1/2. Cette inspection a également permis d'examiner la demande de modification des quantités susceptibles d'être stockées dans l'entrepôt au regard des rubriques 4510, 4511 et 4741.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN HYPERMARCHÉS LOGISTIQUE
- 1608 Avenue Joliot Curie – ZI de Saint-Césaire – 30 900 NÎMES
- Code AIOT : 0006600628
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUCHAN exploite un entrepôt de stockage pour l'approvisionnement des hypermarchés AUCHAN du Sud de la France. Les marchandises en transit dans l'entrepôt concernent les denrées non périssables, mais également des produits de bricolage, d'hygiène et de droguerie.

L'entrepôt est constitué de deux corps de bâtiments distincts, séparés par une allée de circulation de 32 m de largeur. L'entrepôt initial (désigné Nîmes 1 et 2) d'une surface de 26 550 m², comprend 3 cellules pour un volume de stockage d'environ 188 193 m³, 2 locaux de charge, des locaux techniques ainsi que des locaux sociaux et bureaux.

L'extension réalisée en 2003 au Sud de l'existant, comprend un second bâtiment dénommé Nîmes 3 d'une surface de 21 945 m², dans lequel se trouvent 5 cellules permettant de stocker un volume de 219 380 m³, un local de charge, des locaux techniques et des locaux sociaux/bureaux.

Le volume total de l'entrepôt s'élève donc à 407 573 m³ permettant le stockage d'environ 35 180 tonnes de marchandises.

Le site dispose également de :

- une aire de stationnement pour les poids lourds qui a été aménagée au Sud-Est,
- une zone de parking pour les véhicules légers,
- quais de chargement/déchargement des camions,
- une centrale photovoltaïque installée sur le toit du bâtiment « Nîmes 3 » couvrant une surface de 8 500 m².

Le fonctionnement des installations est réglementé par l'arrêté préfectoral n°11.072N du 1^{er} juin 2011 autorisant la poursuite de l'exploitation des deux entrepôts de stockage de matériaux et produits combustibles.

Les dispositions relatives à la gestion, l'organisation et les conditions de stockage, ainsi que celles relatives à la stratégie de lutte contre l'incendie ont été mises à jour par les arrêtés préfectoraux complémentaires n°20-110-DREAL du 22 avril 2020 et n°2021-036-DREAL du 12 mai 2021.

S'agissant de la situation administrative, le classement ICPE du site a été actualisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2021 susvisé. L'entrepôt de la société AUCHAN relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510, suite à la modification de cette rubrique par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020. Les dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 sont applicables à l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Défense incendie
- Étude de dangers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,

- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

– « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,

– « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

– « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée | Autre information |
|----|-----------------------------------|---|--|-------------------|
| 1 | Tableau de classement | Arrêté Complémentaire du 12/05/2021 Article 2 | / | Sans objet |
| 2 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Complémentaire du 12/05/2021 Article 6 | / | Sans objet |
| 3 | Effets thermiques sur les tiers | Arrêté ministériel du 11/04/2017 Annexe VIII | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a porté d'une part sur la mise à jour de l'étude des flux thermiques de l'entrepôt Nîmes 1/2. L'inspection demande à l'exploitant de lui fournir des éléments complémentaires sur les scénarios d'incendie étudiés afin d'élaborer un porter à connaissance « risques technologiques ».

D'autre part, l'exploitant a fait part de son souhait de modifier les quantités susceptibles d'être stockées dans la cellule 1 de l'entrepôt Nîmes 1/2, des produits qui relèvent des rubriques 4510, 4511 et 4741. L'inspection a précisé à l'exploitant que sa demande de modification devra être formulée par courrier avec tous les éléments d'appréciation.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Tableau de classement

| | | | | |
|--|---|----------------------|--------------------------|---------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 12/05/2021 – article 2 | | | | |
| Thème(s) : Situation administrative, Rubriques 4XXX | | | | |
| Prescription contrôlée : La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations. | | | | |
| Constats : L'exploitant souhaite modifier la quantité susceptible d'être présente dans l'entrepôt, des produits qui relèvent des rubriques 4510 (produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1), 4511 (produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2) et 4741 (mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif) pour satisfaire à la demande des clients. Les modifications sollicitées sont reprises dans le tableau ci-dessous : | | | | |
| Rubriques | Quantité actuelle AP du 12/05/2021 | Régime actuel | Quantité demandée | Régime futur |
| 4510 | 64,5 t | DC | 30 t | DC |
| 4511 | 50 t | NC | 50 t | NC |
| 4741 | 19,9 t | NC | 80 t | DC |
| DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé | | | | |
| <p>Le régime de classement des rubriques 4510 et 4511 n'est pas modifié, la rubrique 4510 restant à déclaration et la rubrique 4511 restant non classée. Par contre, le régime de la rubrique 4741 passe de non classé à déclaration en raison d'une augmentation de la quantité d'eau de javel susceptible d'être stockée.</p> <p>L'inspection n'a pas jugé cette modification de régime ICPE comme substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.</p> <p>→ L'inspection demande toutefois à l'exploitant de transmettre un courrier à la DREAL l'informant de cette modification avec tous les éléments d'appréciation (calcul du statut seveso par la règle du cumul, logigramme justifiant le classement des produits « eau de javel » sous la rubrique 4741, mesures de prévention et de protection prises pour le stockage de ces produits relevant des rubriques 4510, 4511 et 4741).</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que cette nouvelle rubrique devra être déclarée sur le site service public :</p> <p>https://demarches.service-public.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</p> | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | |

N°2 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 12/05/2019 – article 6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve d'eau incendie |
| Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">– une détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage, avec transmission de l'alarme au poste de garde et, en dehors des heures ouvrées, au poste du gardien de l'établissement ou à défaut à une société de télésurveillance,– un système d'extinction automatique d'incendie à eau, type sprinkler, qui est alimenté par 4 groupes motopompes diesel reliés à 4 réserves aériennes de 1 528 m³ au total (2 x 342 m³ et 2 x 422 m³),– la zone 1 de la cellule de Nîmes 1 est munie d'un système d'extinction automatique à eau, de type sprinkler, avec au moins une nappe intermédiaire,– la cellule 5 de Nîmes 3 est munie d'un système d'extinction incendie adapté au stockage des produits (alcools de bouche),– une colonne sèche placée au-dessus du mur coupe feu séparant les cellules 4 et 5 de Nîmes 3 et alimentée au moyen d'un raccord en pied de mur,– des robinets d'incendie armés (RIA) disposés dans les entrepôts de stockage de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées,– des extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées,– des extincteurs à CO₂ pour la protection des installations électriques,– 6 poteaux d'incendie normalisés d'un type incongelable, d'un débit unitaire de 100 m³/h situés à moins de 100 m des bâtiments,– deux réserves d'émulseur de 1 m³ chacune de type SFPM ou équivalent l'une implantée dans le local sprinklage de Nîmes 1/2 et l'autre à proximité du poteau incendie n°5. Les moyens de manutention de l'émulseur sont établis en accord avec les services d'incendie et de secours. Les conditions de stockage et de remplacement de l'émulseur sont conformes aux préconisations du fournisseur,– des kits d'intervention pour produits dangereux sont disposés dans les cellules Nîmes 1 et Nîmes 2, à proximité des zones de stockage concernées. |
| Constats : Pour pallier la diminution des débits d'eau au niveau des poteaux incendie internes, l'exploitant a souhaité implanter une cuve d'eau de 1 200 m ³ pour compléter sa défense incendie. Cette cuve, son volume et son emplacement ont été validés par le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Gard (SDIS) le 29 juin 2022. La cuve d'un volume utile de 1 254 m ³ dispose de 4 raccords pompiers et d'une zone de mise en aspiration de 8 x 4 m avec marquage au sol. Elle a été mise en place au droit de l'aire de stationnement des poids lourds localisée en dehors du périmètre ICPE. L'exploitant a complété le Plan de Défense Incendie en ce qui concerne les moyens de lutte contre l'incendie et le plan localisant ces moyens. → L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le Plan de Défense Incendie mis à jour au SDIS 30. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N°3 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire :

Arrêté ministériel du 11/04/2017 – annexe VIII
Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/2007

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des flux thermiques**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.

Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

Suite à l'inspection sur le site du 9 mars 2023, l'inspection avait demandé à la société AUCHAN de mettre à jour le scénario qui étudie l'incendie de l'entrepôt Nîmes 1/2 avec l'outil Flumilog, cette demande s'inscrivant dans le cadre des dispositions de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

L'exploitant a transmis le 21 juillet 2023 l'étude référencée AMF23091BE qui met à jour les flux thermiques générés par l'incendie de l'entrepôt Nîmes 1/2. Cette étude examine les trois scénarios d'incendie suivants avec l'utilisation du logiciel de calcul Flumilog :

- l'incendie dans la cellule Nîmes 1 qui a été découpée en 3 sous-cellules (1a, 1b et 1c) pour prendre en compte les différences de stockage (hypothèses : une palette 1510 pour les scénarios 1a et 1c et une palette 4320 – aérosols pour le scénario 1b) et la différence de hauteur dans la cellule Nîmes 1,
- l'incendie dans la cellule Nîmes 2 (hypothèse : palette 1510),
- l'incendie dans la cellule de liquides inflammables, la quantité totale prise en compte étant de 1539 tonnes correspondant à la quantité maximale autorisée pour les rubriques 1436, 4331 et 4734.

→ L'inspection demande à l'exploitant de revoir les données d'entrées de l'outil Flumilog pour les scénarios 1b et 1c (paroi P3).

Les résultats des modélisations Flumilog en concluent que :

- aucun flux thermique de 8 kW/m² ne sort des limites de propriété pour les trois scénarios étudiés. Les dispositions de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, sont donc respectées ;
- les flux thermiques de 3 et 5 kW/m² sortent des limites du site concernant l'incendie de la cellule dans laquelle sont stockés les liquides inflammables.

Par ailleurs, les scénarios d'incendie des 5 cellules de l'entrepôt Nîmes 3 ont été mis à jour dans le porter à connaissance de février 2019 (cellules n°1 à 4) et dans le porter à connaissance de février 2021 (cellule n°5). Les résultats des différents scénarios d'incendie mettent également en évidence des flux thermiques de 3 et/ou 5 kW/m² qui sortent des limites du site.

Conformément aux dispositions de la circulaire du 4 mai 2005 susvisée et dès lors que des zones d'effets débordent des limites de l'établissement, un porter à connaissance des risques technologiques doit donc être rédigé par l'inspection pour fournir les informations nécessaires sur les aléas technologiques générés par l'établissement dans le but de formuler des préconisations en matière d'urbanisme.

→ Pour cela, l'inspection demande à l'exploitant de fournir les éléments suivants pour l'élaboration de ce document d'information :

- les distances d'effets thermiques hors du périmètre ICPE,
- la probabilité et l'intensité de chaque scénario d'incendie ayant un impact sur l'extérieur en application de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,
- la cartographie des effets des phénomènes dangereux avec l'utilisation du logiciel SIGALEA.

Type de suites proposées : Sans suite